

## **Les innovations en matière de financement des petits exploitants agricoles: l'expérience du modèle d'autofinancement de l'ONG MyAgro au Mali**

### **Innovations in the financing of smallholder farmers: the experience of the self-financing model of the NGO MyAgro in Mali**

**Dr Mamadou KOUMARÉ**

Enseignant-chercheur à l'Institut Universitaire de Développement Territorial de l'Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB),  
**koumaresdses@hotmail.fr**

**Dr Karin GAESING**

Géographe et aménagiste ; collaboratrice scientifique à l'Institut pour le Développement et la Paix (INEF), Université de Duisburg-Essen.

**Arne RIEBER**

M.Sc. recherche en développement géographique, collaborateur scientifique à l'Institut pour le Développement et la Paix (INEF), Université de Duisburg-Essen.

**Yacouba KONÉ**

M.Sc. recherche en population et développement à l'Agence de Développement Régional de Kayes (Mali)

**Date de soumission :** 16/07/2022

**Date d'acceptation :** 12/09/2022

**Pour citer cet article :**

KOUMARÉ M. & al. (2022) «Les innovations en matière de financement des petits exploitants agricoles : l'expérience du modèle d'autofinancement de l'ONG MyAgro au Mali», Revue Internationale du Chercheur «Volume 3 : Numéro 3» pp : 795 - 810

## Résumé

L'étude tente de voir en quoi le modèle d'autofinancement de l'ONG MyAgro au Mali, en matière d'innovation de financement des petits exploitants agricoles, est adapté à leurs conditions de précarité et comment il contribue à améliorer leur revenu agricole. La démarche méthodologique utilisée pour répondre à ces questions a été axée sur le focus groupe auprès de 11 focus groupes dont 7 de femmes, 3 d'hommes et 1 groupe mixte et l'entretien auprès quinze (15) adhérents de Myagro dont 8 hommes contre 7 femmes. Les résultats, issus de l'analyse, montrent que le modèle est innovant et convient mieux aux petits producteurs. Il a permis d'améliorer leur niveau de revenu, par conséquent leurs conditions de vie. Cependant, l'expérience, qui a besoin d'être portée par un organisme d'appui ou d'aide, donnerait plus d'effet si elle se fait dans le cadre d'un paquet complet de services intégrant l'accès aux équipements de labour et l'appui à la commercialisation.

**Mots clés :** Financement ; petits exploitants agricoles ; revenu ; sources de dépense ; épargne.

## Abstract

The study attempts to see how the self-financing model of the NGO MyAgro in Mali, in terms of financing innovation for smallholder farmers, is adapted to their precarious conditions and how it contributes to improving their agricultural income. The methodological approach used to answer these questions was based on the focus group with 11 focus groups including 7 women, three men and 1 mixed group and the interview with fifteen (15) Myagro members including 8 men against 7 women. The results, resulting from the analysis, show that the model is innovative and better suited to small producers. It has improved their level of income, and consequently their living conditions. However, the experience, which needs to be carried out by a support or aid organization, would have more effect if it is carried out as part of a complete package of services including access to plowing and marketing support.

**Keywords:** Finance; smallholder farmers; income; sources of expenditure; savings.

## Introduction

La problématique de l'accès des paysans, notamment les petits producteurs au financement a été toujours une préoccupation pour les chercheurs, les pouvoirs publics, les organismes d'appui ou d'aide au développement. En effet, comment mettre en place un système de financement approprié aux agriculteurs a été une interrogation à laquelle chaque acteur tente de répondre soit en développant des réflexions scientifiques soit en mettant en place des stratégies innovatrices de financement. Cette question semble surprenante quand on sait l'importance et la place de l'agriculture dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle et sa contribution au développement économique, notamment pour les pays en voie de développement. Par exemple, au Mali, la contribution de l'agriculture au PIB se situe entre 33, 02 % en 2010 et 38, 34 % en 2017 (Mali, 2019). Au-delà de cette contribution au PIB, l'agriculture fait travailler plus de 80% de la population malienne contre 76 % dans l'espace UEMOA (ROPPA, 2018). Il est donc inadmissible que le système financier classique, depuis la nuit des temps, ne parvienne encore à satisfaire les besoins de financement des producteurs agricoles par des mécanismes appropriés et adaptés aux réalités des paysans. Pourtant, les crédits ne manquent pas vu que les institutions de microfinance, aux noms multiples (caisse villageoise associative, caisse solidaire, crédit solidaire, système financier décentralisé, caisse d'épargne et de crédit) offrant des crédits, pullulent dans tous les pays en voie de développement. A titre d'exemple, le Mali compte 15 institutions de micro finance. Malgré cette présence, l'agriculture ne bénéficie que de 6, 10 % du total de crédits de court terme et 4, 59 % des crédits à moyen terme contre 2, 15% pour des crédits de longue durée. Seulement, 2% des crédits accordés au secteur agricole sont destinés aux petits producteurs pratiquant l'agriculture familiale (ROPPA, 2018). Reuben J et al., (2015) confirment ce constat en montrant que bon nombre des petits producteurs ont du mal à acquérir les intrants nécessaires pour les campagnes agricoles et ont encore plus de difficultés à investir dans les technologies agricoles qui développeraient leurs activités.

C'est pour pallier à cette situation que des expériences innovantes de microcrédit et d'épargne, plus adaptées, sont développées çà et là. En effet, il a admis à la suite de Wampfler, cité par Sandra (2008) que la microfinance contribue à réduire la vulnérabilité des populations pauvres face à la crise alimentaire au travers de quatre facteurs financiers principalement : l'accès à des crédits de stockage, l'accès à des crédits d'investissement, l'accès à une gamme diversifiée de crédits et une

stabilisation à long terme de l'accès aux crédits. Cependant, la question qui se pose est de comment mieux financer l'agriculture et l'économie rurale (IRAM-GRET, 2008) ?

Dans le cadre de notre étude, nous avons décidé de nous pencher sur l'expérience du modèle d'autofinancement de l'ONG MyAgro au Mali, précisément dans les zones d'intervention de Bankoumana, Sido et de Bougouni. En effet, afin de permettre aux petits producteurs de mobiliser les crédits de campagne destinés à l'achat de la semence, de l'engrais, au paiement d'outils..., l'ONG MyAgro a développé une stratégie d'autofinancement à partir de l'auto épargne du producteur lui-même et cela en utilisant le téléphone portable et les cartes à prépayer. En effet, l'ONG MyAgro est partie du constat que les petits producteurs à la veille des campagnes agricoles sont confrontés à des difficultés d'accès aux intrants et équipements. Pourtant, les revenus qu'ils génèrent, s'ils sont épargnés, peuvent leur permettre d'accéder aux intrants et équipements. La stratégie consiste donc à investir petit à petit leurs propres fonds, en utilisant leurs propres téléphones portables, dans l'achat de semences et d'engrais de meilleure qualité, l'acquisition d'outils performants.

L'article se propose d'analyser cette expérience pour voir en quoi elle est adaptée aux conditions de précarité des petits producteurs. Comment elle permet aux petits exploitants de financer leurs activités ? Comment elle contribue à améliorer la sécurité alimentaire des producteurs et leur revenu monétaire. Enfin, en quoi l'expérience est durable et duplicable ? Afin de répondre à ces questions, nous avons réalisés des enquêtes de terrain (focus groupe et entretien individuel) dans trois zones d'intervention de l'ONG MyAgro à savoir Bankoumana, Sido et Bougouni.

Le document est structuré autour de trois points : la présentation contextuelle de l'ONG MyAgro au Mali, la présentation de la méthodologie de recherche, enfin la présentation et discussion des résultats.

## **1. Présentation contextuelle de Myagro au Mali**

MyAgro est une organisation non gouvernementale internationale à but non lucratif dont l'objectif d'assurer la sécurité alimentaire des petits agriculteurs et de les sortir de la pauvreté. C'est dans cette perspective que Myagro a développé une plateforme mobile d'épargne et de paiement qui consiste pour les petits producteurs à investir petit à petit leurs propres fonds, en utilisant leurs propres téléphones portables, dans l'achat de semences et d'engrais de meilleure qualité,

l'acquisition d'outils performants et l'accès aux formations/conseils agricoles afin d'augmenter considérablement leurs récoltes et leurs revenus.

MyAgro intervient au Mali depuis 2012. Les résultats de son programme qui fait l'objet de notre est financé dans le cadre de l'initiative spéciale du ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement (BMZ) et de l'Institut pour le Développement et la Paix (INEF), "Un monde sans faim" (SEWOH) et soutenu par la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW). A travers ce programme, l'ONG mène des activités à l'endroit de ses adhérents en fonction de la superficie du champ cultivé : mise à disposition des semences et des engrais de qualité, conseils agricoles, formation sur de nouvelles techniques, suivi des champs. Le groupe d'activités est appelé paquet.

Au moment de notre enquête, les paquets suivants sont proposés par MyAgro au Mali :

- 0,125 ha : 28 000 FCFA<sup>1</sup> ;
- 0,25 ha : 48 000 FCFA ;
- 0,5 ha : 82 000 FCFA ;
- 1 ha : 145 000 FCFA.

Quand le paysan parvient à épargner le montant du paquet qu'il souhaite avoir, il a droit à tous les services de ce paquet.

Dans sa gamme de produits, MyAgro veille à privilégier les cultures riches en nutriments et donne ainsi la préférence aux noix et aux gombos plutôt qu'au maïs. L'introduction de nouveaux produits est propagée par le biais d'ajouts à d'autres paquets, comme par exemple le gombo ajouté au paquet d'arachide. Celui qui cultive un hectare de plus avec les produits de MyAgro par rapport à l'année précédente, c'est-à-dire qui augmente son paquet d'un hectare, reçoit gratuitement les semences de haricot.

L'accès à la population paysanne se fait par le biais d'un vaste réseau de Village Entrepreneurs (VE), des personnes issues des villages dans lesquels MyAgro opère ou souhaite opérer, qui passent par un processus de candidature et qui, une fois sélectionnées, reçoivent une formation de six semaines sur les approches et les contenus de conseil de MyAgro. En 2021, selon les rapports

---

<sup>1</sup> Un euro = 655.95 F CFA.

de MyAgro, 949 agents villageois ont reçu une formation. MyAgro dispose en outre d'un certain nombre de conseillers agricoles formés qui, au début de chaque saison agricole, forment les paysans et les paysannes des villages aux semis en ligne, au microdosage des engrais et à d'autres techniques. Les modules de formation continue indiquent également que des formations sont dispensées sur la formation du compost et les mesures de conservation du sol et de l'eau. Cependant, les agriculteurs et agricultrices que nous avons interrogés n'ont pas ou peu mentionné ces techniques.

Selon une étude d'impact réalisée par MyAgro en 2022, son nombre de clients s'élève environ à 54.000 au Mali, dont 80% de femmes. Les paysans et paysannes ont acheté à 70% le paquet d'arachides, à 23% le paquet de sorgho et à 5% le paquet de maïs. Ils ont pu augmenter leur revenu quotidien de 19% en moyenne et ont disposé de 88% de nourriture en plus par rapport à des exploitations agricoles comparables (MyAgro 2021).

## **2. Matériels et méthodes**

### **2.1. Les outils de collecte de données**

Pour la collecte des données de terrain, l'étude a privilégié le focus groupe et l'entretien semi directif. A cet effet, un guide focus groupe et un guide d'entretien individuel ont été élaborés. Les deux guides ont été administrés principalement par deux chercheurs maliens appuyés par deux chercheurs allemands de l'Institut pour le Développement et la Paix (INEF) de l'Université de Duisburg-Essen en Allemagne. Nous signalons que l'étude s'inscrit dans le cadre de l'évaluation du projet 'Voies d'issue à la pauvreté, la vulnérabilité et l'insécurité alimentaire (AVE)', mis en œuvre au Mali par l'ONG MyAgro sur financement du Ministère allemand de la coopération.

### **2.2. Le teste du guide de focus groupe et du guide d'entretien intensif**

Le teste de ces deux outils s'est déroulé dans le village de Koursalé, zone de production de Bancoumana. Il a consisté à réaliser un focus groupe avec les femmes et les hommes regroupés et des entretiens intensifs individuels.

Le focus s'est réalisé collectivement avec les quatre chercheurs. Quant aux entretiens intensifs, ils ont été réalisés individuellement. Chaque membre de l'équipe s'est entretenu avec un membre

ayant pris part au focus groupe. Le teste s'est terminé entre les chercheurs par une séance d'échange sur les enseignements à tirer sur les deux outils.

### **2.3. La collecte de données de terrain**

Après la phase teste, la collecte des données s'est poursuivie dans la zone de Bancoumana avec trois villages, la zone de Sido avec quatre villages et la zone de Bougouni avec dix villages. Ces zones ont été choisies avec l'équipe de MyAgro en fonction de leurs caractéristiques agro écologiques différentes. En ce qui concerne les cibles de l'enquête, il s'agit des femmes et des hommes membres ou non membres de MyAgro choisis de façon aléatoire. Les données collectées portaient sur l'enquête et son ménage.

Au total 11 focus groupes ont été réalisés dont 7 avec les femmes et 3 avec les hommes et 1 avec les deux réunis. Les entretiens intensifs ont lieu après les focus groupes, ils ont concerné quinze adhérents de MyAgro dont 8 hommes contre 7 femmes.

### **2.4. L'analyse de données de terrain**

Les données collectées, qui sont essentiellement qualitatives, ont été analysées de façon thématique en fonction de nos centres d'intérêt : l'impact de la COVID 19 sur les activités ; les motifs d'adhésion au système d'auto d'épargne de MyAgro ; les paquets/services offerts par Myagro ; l'impact sur les sources de revenus ; l'impact sur les dépenses enfin les points forts et points faibles du système de financement.

## **3. Présentation des résultats**

### **3.1. L'impact de la COVID 19 sur les activités**

Dans l'ensemble, selon les paysans enquêtés, la crise de COVID 19 n'a pas impacté leurs activités car n'ayant pas cru qu'ils seraient attrapés par cette maladie qui paraissait comme une maladie des pays de froid. En plus, leurs villages n'ont pas connu de cas de COVID 19. C'est pour ces raisons qu'ils n'ont pas observé les mesures de protection (la distanciation sociale et le port du masque). Le signe visible de la maladie dans les villages a été la fermeture des écoles et l'arrêt temporaire des rassemblements avec l'équipe de MyAgro. En effet, les espaces publics comme le marché, la moquée n'étaient pas fermés.

### **3.2. Les motifs d'adhésion au système d'auto d'épargne de MyAgro**

Les raisons d'adhésion des producteurs à MyAgro sont : l'accès à l'engrais de qualité afin d'améliorer leur rendement agricole (principale raison) ; le mode d'épargne plus adapté au pouvoir financier ; le suivi des champs avec des conseils ; l'apprentissage de nouvelles techniques agricoles plus rentables, l'accès à temps aux intrants. La finalité recherchée au bout de toutes ces raisons est l'amélioration du niveau de revenu autant pour les hommes que pour les femmes.

Généralement, les producteurs de MyAgro soit, ils ont été abordés par l'équipe de MyAgro, le VE, les voisins ou proches ou soit, ils ont été impressionnés par des champs de membres MyAgro.

En ce qui concerne les VE, certains nous ont fait savoir qu'ils ne sont pas écoutés par leur employeur Myagro auprès duquel, ils remontent les difficultés des producteurs à épargner pour les paquets en raison du prix qui augmente chaque saison.

Des données sur l'adhésion, il ressort que les membres de MyAgro sont majoritairement des femmes surtout des femmes membres d'une tontine ou d'un regroupement d'entraide ce qui facilite à son tour l'épargne. Cette situation s'explique par le fait que les femmes expriment plus le besoin d'améliorer leur niveau de revenu agricole puisqu'elles sont toutes pauvres. Puisqu'elles ont l'habitude d'épargner, le système d'épargne de MyAgro leur convient mieux. Aussi, le fait qu'elles prennent généralement des paquets entre 0, 25 à 0, 50 ha, elles parviennent à épargner pour ces paquets dont les montants sont relativement bas, donc à leur portée.

Cependant, lors de nos entretiens, nous avons appris des cas de retrait de membre à MyAgro pour raison de l'augmentation continu des prix des paquets de MyAgro. Cette augmentation est d'ailleurs l'un des soucis principaux des membres actuels.

### **3.3. Les paquets/services offerts par MyAgro**

Les paquets pris par les ménages varient de 0,25 (surtout pour les femmes) à 2 ha (principalement pour les hommes).

Les paquets varient pour les femmes de 0,25 (moussokoroni Kènè) à un demi ha pour faire entre autres : l'arachide, le maïs, le riz et le maraichage.

Dans l'ensemble, les femmes exploitent des parcelles familiales à leur nom, donc elles ne sont pas propriétaires foncières. Elles viennent en seconde position par rapport à l'attribution des parcelles



pour lesquelles la priorité revient au ménage (champ familial). Comparativement à la superficie totale exploitée par un ménage (qui va de 5 à 10 ha), on voit que la superficie réservée au paquet MyAgro est très petite.

Le fait que les paquets varient de 0,25 seulement à 1,50 ha, donc sur des petites surfaces, s'explique par le prix élevé des engrais même s'ils sont d'excellente qualité selon les enquêtés.

En effet, le prix d'un paquet d'un hectare s'élève à 152 000 F CFA. Au-delà d'un hectare, ça devient très difficile pour le paysan d'épargner le montant qu'il faut. C'est ce qui fait que les ménages dépassent rarement un hectare au risque d'accuser du retard sur le calendrier agricole ou d'utiliser plus de main-d'œuvre parce que plus ils ont une grande surface, plus il leur faut plus de temps et main-d'œuvre et cela pendant une période où tout le monde est occupé. Aussi, le fait que les techniques de cultures soient difficiles et lentes à appliquer, les paysans peuvent difficilement prendre un paquet au-delà d'un hectare.

A titre de rappel les prix des paquets de MyAgro :

1/8 ha : 28 000 F CFA ;

1/4 ha : 48 000 F CFA ;

1/2 Ha : 82 000 ;

1 ha : 145 000 F CFA.

En ce qui concerne la qualité de l'engrais et des conseils agricoles, les enquêtés les apprécient beaucoup. L'engrais est fourni à temps et est d'excellente qualité. Cependant, son prix de plus en plus croissant décourage les paysans. Sur quatre ans, le prix d'un sac d'engrais est passé respectivement de 17 500 à 18 000 F contre 24 000 F aujourd'hui. En plus de l'engrais, les paysans doivent payer les frais de labour qui varient de 10 000 à 25 000 F CFA (par charrue ou tracteur). Ces différentes charges qui ne sont pas exhaustives réduisent les bénéfices.

S'agissant des conseils agricoles, ils portent sur : la mesure du champ, le semi, l'apport d'engrais, la récolte, le calcul de rendement. Les paysans apprécient fortement les conseils agricoles qui sont généralement donnés selon un planning établi avec le VE et les agents de suivi. Sur la période de deux mois au moins 6 visites sont prévues. Cependant, certains producteurs de MyAgro accusent du retard parfois pour le labour puisqu'il faut louer la machine qui est très sollicitée. Quand ils

n'ont pas la machine à temps cela joue sur la bonne exécution du planning de suivi par les agents de MyAgro.

Les femmes sont particulièrement confrontées au problème de location de machines étant donné qu'il faut que les machines finissent d'abord avec les champs familiaux alors que le calendrier agricole n'attend pas.

### **3.4. L'impact sur les sources de revenus**

Des données de terrain, il ressort que les revenus générés par les enquêtés de MyAgro proviennent principalement des cultures suivantes : le maïs, l'arachide, le riz, le coton, le maraichage (laitue, tomate, chou...), l'oignon, la mangue, la pastèque, le gombo et le melon.

Les revenus proviennent également du beurre de karité, du néré, du zaban.

Enfin, nous relevons comme source de revenu le petit commerce, principalement pour les femmes, l'élevage (bœuf, chèvre, mouton et volaille) autant pour les hommes que pour les femmes et enfin quelques transferts monétaires pour les enquêtés âgés.

Il ressort que le maïs, le riz, l'arachide et le coton (pour les zones de Sido et Bougouni) sont les principales sources de revenu pour les ménages.

Les principales sources de revenu pour les femmes sont l'arachide, le maïs, le maraichage (oignon, tomate, gombo...), le petit commerce et le beurre de karité.

Les revenus saisonniers proviennent de la vente des produits agricoles (le maïs, l'arachide, le riz, le maraichage, l'oignon, la mangue, la pastèque, le gombo et le melon) et des produits comme le beurre de karité, le néré, et le zaban.

En ce qui concerne, les niveaux de revenu annuel, ils sont relativement bas et varient de 1 000 000 à 3 000 000 F CFA pour les ménages. Pour les femmes, les niveaux de revenus varient de 800 000 F à 2 000 000 F CFA.

Cependant, il est bon de relativiser les niveaux de revenu puisque les producteurs ne donnent pas généralement leur revenu réel, ils ont tendance à le minorer en s'attendant à un appui. Aussi, le calcul du revenu moyen demande beaucoup de paramètres et de données. C'est pourquoi nous ne nous livrons pas à toute extrapolation à partir de petites données ou informations parcellaires pour

effectuer des calculs qui ne reflètent pas la réalité. Donc pour raison de prudence et de rigueur scientifiques, nous préférons prendre les tendances.

Des données d'entretiens intensifs, les tendances des revenus (de 1 000 000 à 3 000 000 très rarement) montrent le degré de pauvreté des ménages. Ils indiquent aussi que les membres de MyAgro sont en très grande majorité des paysans pauvres parfois confrontés à l'insécurité alimentaire étant donné que certains d'entre eux achètent de la nourriture. D'ailleurs la principale raison de l'adhésion à MyAgro est l'amélioration du revenu. Même si les enquêtés ne sont pas parvenus à dire concrètement l'ampleur de l'amélioration, ils reconnaissent tous qu'ils gagnent maintenant plus qu'auparavant, notamment en terme de sacs obtenus. Par exemple sur un paquet d'un demi ha, les producteurs gagnent au moins dix sacs de plus que sur un champ ordinaire.

Toujours par rapport aux sources de revenu, nous signalons les ventes d'animaux. En effet, l'une des pratiques courantes afin de compléter les revenus consiste à acheter des animaux (bœufs, chèvres, moutons) et les vendre aux moments difficiles. L'élevage constitue donc un système d'épargne et même temps d'investissement parce que les animaux en plus de la possibilité de les vendre se multiplient. C'est pour cette raison que tous les ménages disposent d'animaux. Les femmes font l'élevage (volaille, chèvre et moutons) autant que les hommes (bœuf, mouton, chèvre, volaille).

### **3.5. L'impact sur sources de dépenses**

Il ressort des données de l'entretien que les sources de dépenses pour les ménages sont : les soins sanitaires, l'éducation des enfants (école et medersa), les frais de condiments, l'achat des intrants dont le paquet de MyAgro, les frais de mariage, l'habillement, l'achat des équipements agricoles, les beaufs de labour, les frais de labour (location des machines).

Pour les femmes, les sources de dépenses sont : les frais de condiments, les frais de labour (location des machines), le mariage, les soins sanitaires, la scolarisation des enfants.

Les hommes sont principalement responsables des dépenses même si elles sont partagées avec les femmes. Les frais de condiments reviennent quasiment aux femmes.

S'agissant du montant des dépenses, les enquêtés ont une fois de plus eu des difficultés pour dire le montant par poste de dépense. D'ailleurs ils ne citent pas tous les postes de dépenses, mais plutôt les principaux. Cela fait qu'il est hasardeux de faire l'addition des montants des postes de dépense

cités. Compte tenu de cette réalité, nous avons plutôt privilégié de chercher la tendance des dépenses en leur proposant des fourchettes (800 000 ; 1 200 000 ; 1 500 000 ; 1 7 00 000 ; 2 000 000 ; 2 200 000 ; 2 500 000 ; 2 800 000 ; 3 000 000 ; 3 500 000 ; 4 000 000 F CFA.

Il ressort des données que les dépenses par ménage varient de 2 000 000 à 3 000 000 F CFA. Pour les femmes, elles varient de 800 000 à 2 000 000 F CFA. Cela se comprend aisément car les femmes ont moins de revenu que les hommes.

**NB :** Les montants des dépenses annuelles sont à relativiser et les mettre ensemble avec d'autres données. Aussi, il serait intéressant de comparer les tendances de revenu des membres de MyAgro par rapport aux résultats de l'Enquête **Modulaire** et **Permanente** auprès des ménages (EMoP), de l'Institut National de Statistique du Mali. Les enquêtes EMoP prennent en compte l'ensemble des paramètres de calcul des revenus des ménages au Mali.

En ce qui concerne la comparaison entre les montants des revenus annuels et ceux des dépenses annuelles, nous constatons en général qu'il n'y a pas trop de différence entre les deux. Cela s'explique par le fait que les ménages préfèrent aligner leurs dépenses à la hauteur de leurs revenus. Les cas d'endettement sont rares, les ménages se contentant du strict minimum de survie.

### **3.6. Points forts et points faibles du système d'épargne**

Ici, il s'agit de dégager les forces et les faiblesses des interventions de MyAgro au lieu de se lancer dans des extrapolations d'impacts car à notre avis, il est trop tôt de parler d'impacts mais plutôt d'effets.

#### **3.6.1. Points forts**

Les points positifs à l'actif du modèle sont :

- la très bonne qualité des engrais et semences de MyAgro ;
- la livraison des engrais à temps jusque dans le village ;
- le suivi agricole des champs à travers un planning ;
- le système d'épargne plus souple et adapté aux capacités financières des producteurs pauvres, notamment les femmes. A ce titre, MyAgro constitue un projet intéressant dans la lutte contre la pauvreté des agricultrices ;
- l'apprentissage par les paysans de nouvelles techniques culturales plus modernes et rentables ;

- l'amélioration du rendement agricole facteur de renforcement de la sécurité alimentaire (autoconsommation) et de l'augmentation de revenu (vente) ;
- le développement de semences de variétés hybrides résilientes aux effets du changement climatique.

### **3.6.2. Points faibles**

Comme aspects faibles, l'étude relève :

- les prix des engrais augmentent chaque saison ;

Cette augmentation est à l'origine des quelques cas de retrait et est le principal motif de non adhésion. Il serait bon de chercher les raisons qui sont à la base de l'augmentation du prix des paquets de MyAgro ;

- la mauvaise qualité de certaines semences comme le gombo ou de certains équipements comme le semoir ;
- les techniques culturales sont plus lentes et difficiles à appliquer sur les grandes surfaces puisque plus couteuses et demandent plus de temps et de main-d'œuvre ;
- certains services complémentaires manquent aux paquets de MyAgro à savoir l'appui aux équipements de labour et à la commercialisation. Par exemple, les femmes ont difficilement accès à temps aux équipements de labour ce qui les met en retard et ne bénéficient pas à temps des visites de Myagro. Aussi, les producteurs ne sont pas soutenus par MyAgro dans la commercialisation, chaque membre se débrouille à vendre lui-même sa production. Cela peut les amener à brader la production, compromettant du coup l'amélioration de revenu attendue.

### **Conclusion**

Le projet "Voies d'issue à la pauvreté, la vulnérabilité et l'insécurité alimentaire (AVE)", mis en œuvre au Mali par l'ONG MyAgro et soutenu par la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) pour favoriser l'accès des petits producteurs aux intrants et aux services agricoles, est un projet globalement apprécié par ses adhérents. Ceux-ci y adhèrent pour améliorer leur rendement agricole par conséquent leur revenu, car les intrants de MyAgro sont de qualité et livrés à temps jusque dans les villages avec tout l'accompagnement nécessaire en termes de suivi agricole. Le système d'auto d'épargne, développé par l'ONG, est innovant et convient mieux aux paysans puisqu'adapté

à leur niveau de revenu. Cependant, ces points très positifs à l'actif de MyAgro donneraient plus d'effet en terme d'amélioration de revenu s'ils se font dans le cadre d'un paquet complet de services intégrant l'accès aux équipements de labour, l'appui à la commercialisation parce que MyAgro n'intervient pas dans ces deux domaines qui pourtant complètent sa chaîne d'intervention. La majorité des membres de MyAgro sont des producteurs pauvres qui sont dans la phase de survie ou de résilience, il serait intéressant de prévoir un dispositif d'accompagnement de ces producteurs selon les différents stades de pauvreté (résistance, relèvement et développement). Le projet MyAgro lutterait plus davantage contre la pauvreté en diminuant les coûts des intrants et des conseils qui réduisent considérablement les bénéfices des producteurs d'autant plus que le rendement est soumis à des facteurs naturels par exemple la pluie qui s'est arrêtée au mauvais moment cette année. Malheureusement, dans les villages visités, il n'y a aucun mécanisme d'assurance agricole pour la mitigation des risques. Ces facteurs limitent un peu la portée du projet qui a donc besoin d'élargir ses domaines d'intervention.

Dans une étude, Bruchhaus (2016) a abouti à la même conclusion que l'accès aux services financiers adaptés aux réalités des paysans peut leur permettre de sortir de la pauvreté à condition que les dimensions techniques, organisationnelles et commerciales soient prises en compte. Ainsi, notre article, à travers ces résultats, apporte sa contribution à la production de la connaissance ou de la littérature sur les questions de financement de l'agriculture, notamment familiale. Sans prétendre élucider entièrement la problématique de financement des activités agricoles des petits producteurs qui fournissent l'essentiel de la production agricole et occupent une place déterminante dans l'approvisionnement des marchés intérieurs et extérieurs (Cirad, Réseau Cerise, et al., 2002), l'étude alimente et complète d'autres résultats de travaux de recherche sur la problématique du faible financement de l'agriculture familiale et de l'inadéquation des services offerts par les programmes de microfinance et d'épargne. En effet, des études un peu récentes confirment qu'en dépit des programmes lancés au fil des années, l'offre et la demande de services financiers ne sont toujours pas en adéquation, que ce soit en termes de volume ou de types de services (Reuben, et al., 2015). Cette inadéquation montre que la recherche doit non seulement s'orienter davantage sur la question, mais aussi sur les impacts réels et durables des programmes de micro-crédits et d'épargne sur l'amélioration du niveau de revenu agricole et par ricochet, les conditions de vie des producteurs agricoles. Du coup, aujourd'hui, la pérennité des programmes



de microfinance doit être au cœur des préoccupations (Yougang, 2021) des chercheurs que nous sommes. Aussi, la performance sociale des programmes de microfinance dans la lutte contre la pauvreté rurale constitue une piste de recherche qui mérite d'être investiguée.

## BIBLIOGRAPHIE

- Bruchhaus, E.M. (2016). Microfinance. Flexible et disciplinée. In : Développement et coopération. Édition Internet. URL : <https://t1p.de/178j> [11-2021].
- Cirad, Réseau Cerise. et al., (2002). La microfinance au service de l'agriculture familiale : Quelle contribution de la microfinance ?, Séminaire international, 21-24 janvier 2002, Dakar, Sénégal.
- Hermann, S. et al., (2021). L'avenir de l'agriculture au Mali : 2030-2063 : Étude de cas : Défis et Opportunités pour les projets financés par le FIDA, FIDA Mali.
- IRAM-GRET. (2008). Synthèse sur le financement des agricultures familiales, C2A-COORDINATION SUD.
- Koumaré, M. (2018). L'économie informelle, une combinaison de logique économique et sociale : analyse de l'expérience des groupes auto organisés de femmes de la zone de l'Office du Niger en matière d'épargne et de crédit solidaire. In : Recherches Africaines. Annales de l'Université des Lettres et Sciences Humaines de Bamako. N° 18-19 janvier 2017 – janvier 2018.
- Réseau des Organisations Paysannes et des Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'ouest. (2018). Etude sur les mécanismes et outils nationaux et régionaux de financement du secteur agricole et rural en Afrique de l'Ouest.
- Reuben, J. Boubacar, D. et al., (2015). Assurer l'accès à la finance agricole Conclusions d'une étude horizontale couvrant le Cambodge, le Mali, le Sénégal, la Tanzanie, la Thaïlande et la Tunisie, Agence Française de Développement (AFD).
- Sandra, K. (2012). Développement du secteur financier et financement de l'activité agricole dans un contexte de crise alimentaire : quelle place pour la micro-finance ?, Développement durable et territoires [En ligne], Vol. 3, n° 3 | Décembre 2012, URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/9433> ; DOI : 10.4000/developpementdurable.9433.
- Yougang, B. (2021). « Gouvernance Institutionnelle et Pérennité des Etablissements de Microfinance au Cameroun », Revue Internationale des Sciences de Gestion « Volume 4 : Numéro 2 » pp : 1037- 1061.